royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Stratégie

Notre Premier ministre s'énerve lorsqu'on lui prête une « stratégie présidentielle ». Pour avoir prononcé ces mots, et redouté les complaisances droitistes qu'une telle ambition implique, le président du groupe communiste à l'Assemblée s'est fait sèchement réprimander.

A quoi bon cette colère pudibonde ? Nul n'ignore que par fonction, autant que par ambition personnelle, un Premier ministre est porté à se présenter à l'élection présidentielle.

En outre, la situation politique donne des avantages majeurs à Lionel Jospin : sans rival sérieux sur sa gauche, face à une droite en déroute et handicapée par le Front national, l'ancien Premier secrétaire du parti socialiste a de très sérieuses chances face à Jacques Chirac.

Cela dit, si Lionel Jospin veut démontrer sa vertu politique, il peut faire adopter par la « majorité plurielle » une réforme aux termes de laquelle un Premier ministre ne pourrait pas se présenter à la première élection présidentielle qui suit sa prise de fonction. Chiche ?

CRISE MONDIALE

Pour un plan d'urgence

Débat

Famille et modernité

p. 6/7

Institutions

L'Amérique fragile

p. 5

DU 5 OCTOBRE 1998 AU 18 OCTOBRE 1998 - 27e année - Numéro 713 - 20 F

Polémique

Haro sur Saint-Simon ?

Depuis plusieurs années, la Fondation Saint-Simon est accusée d'être le foyer de la pensée unique. Hostile à l'idéologie ultra-libérale, *Royaliste* doit-il prendre part à cette campagne ?

Les « saints-simoniens » sont-ils les mauvais génies de la classe dirigeante ? Tel est le sentiment des animateurs de la mouvance « nationale-républicaine » et des socialistes antilibéraux (il en reste !) qui ont été confortés dans leur phobie par une longue enquête du *Monde diplomatique* (1). La fondation Saint-Simon y est présentée comme le principal centre d'élaboration de la pensée unique, dont Pierre Rosanvallon, Pierre Nora, Alain Minc et autres Roger Fauroux seraient les « architectes », en même temps que les têtes d'un réseau aux multiples ramifications.

L'article, bien documenté, est intéressant à plus d'un titre et il renforcera la dite fondation dans son rôle de **modèle-obstacle,** pour tous ceux qui la détestent et la redoutent tout en cherchant à l'imiter. Preuve en est la Fondation Marc-Bloch constituée l'hiver dernier, et qui a pour ambition de réunir les « souverainistes » de droite et de gauche. Ici même, nous avons exprimé notre sympathie pour ces « nationaux-républicains », tout en soulignant les ambiguïtés de leur tentative (2). Mais nous ne saurions participer à la campagne contre la fondation Saint-Simon, pour trois raisons majeures :

- Il y a confusion grave sur le libéralisme : les adversaires de « Saint-Simon » rejettent d'un même mouvement le libéralisme politique (3) et le libéralisme économique, alors que les deux doctrines ne se recouvrent pas entièrement, et ils confondent la doctrine économique des classiques et l'idéologie actuelle de la pure concurrence. Ce n'est pas parce qu'un cercle intellectuel se réclame de Tocqueville qu'il est nécessairement acquis aux thèses de Milton Friedman.

- Cette confusion procède d'une grave méconnaissance des travaux effectués par les principaux membres de la fondation Saint-Simon. Il serait simplement honnête de faire une distinction entre les ouvrages de critique engagée publiés par certains « saints-simoniens » (ceux de Pierre Rosanvallon sur les questions sociales, ceux de Jacques Julliard sur diverses questions d'actualité) et les recherches qu'ils mènent sur la pensée libérale pour le premier, sur l'histoire du syndicalisme pour le second. Il est particulièrement malveillant de situer les travaux de François Furet sur la Révolution française dans un processus idéologique (au pire sens du terme) au mépris de leur intérêt scientifique.

- Ces amalgames injustifiables procèdent en partie d'une illusion sur les conditions de production et de diffusion de l'idéologie dominante. Du côté des auteurs, Alain Minc et Raymond Barre n'ont pas besoin de la fondation Saint-Simon pour faire valoir leurs thèses : leur notoriété et les pouvoirs qu'ils exercent personnellement suffisent amplement. N'oublions pas que le fameux « rapport Minc », bible de la pensée unique, a été publié sous l'égide du Commissariat au Plan, non par la fondation Saint-Simon. Du côté des milieux dirigeants, la Pensée unique se diffuse spontanément, à cause de son simplisme et parce que le parler « politiquement correct » est une des conditions de la participation au pouvoir.

Qu'on cesse donc de confondre la polémique, nécessaire, et la dénonciation de réseaux et de complots qui justifient l'amateurisme intellectuel. La force de Saint-Simon tient à la qualité des penseurs qui s'y retrouvent. Si on n'est pas d'accord avec eux, qu'on leur oppose des pensées aussi fortes. C'est ce que les marxistes ont compris : ils travaillent, ils publient, et il faudra très bientôt compter de nouveau avec eux...

Annette DELRANCK

(1) Vincent Laurent : « *Les Architectes du social-libéralisme* », *Le Monde diplomatique*, nº 534, septembre 1998.

(2) cf. Royaliste nº 709 « *Les ambiguïtés des nationaux-républicains* ». Nous ne sommes pas plus jaloux de « Marc-Bloch » que de « Saint-Simon » puisque nos amis, royalistes ou non, sont invités à participer au travail de réflexion et aux actions de formation qui s'effectuent dans le cadre de l'Institut de Formation civique et de coopération européenne (IFCCE), récemment créé, et dont Luc de Goustine assure la présidence.

(3) cf. les travaux de Lucien Jaume, souvent évoqués dans notre journal.

royaliste
BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Haro sur Saint-Simon ? - p.3 : Révolution au Palais ? - Faux-semblants et vrai scandale - p.4 : Infos ? - Laisse aller, c'est une valse... - p.5 : Ce n'est que cela votre roi ? - p.6/7 : Symboliques familiales - p.8 : La question nationale en Italie - La Chine révélatrice - p.9 : A l'école de l'Action Française - p.10 : Un nomade initié - p.11 : Action royaliste - p. 12 : Éditorial : Soyons résolument gaulliens !.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom : .....

Adresse : .....

.....

Profession : ..... Date de naissance : .....

souscrit un abonnement de :

❑ trois mois (125 F) ❑ six mois (200 F) ❑ un an (300 F) ❑ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Instruction

Révolution au Palais ?

La réforme de la justice lancée il y a deux ans par le président de la République est toujours en chantier. Le ministre de la Justice vient de présenter son projet de loi visant à renforcer la présomption d'innocence.

Nous avions exprimé notre réticence à l'égard du précédent volet de la réforme, relatif à l'indépendance complète du parquet vis-à-vis du pouvoir exécutif (1). Nous ne pouvons aujourd'hui qu'approuver l'esprit général et les innovations contenues dans ce nouveau volet de la réforme proposé par Madame le Garde des Sceaux, tant ils rejoignent certaines de nos revendications déjà anciennes (2) s'agissant de la conciliation de l'efficacité de la justice avec le respect des droits de l'homme. La réforme de 1993 en était restée à une approche sémantique inefficace en substituant à l'« inculpation » la « mise en examen ». Il fallait aller plus loin.

Symboliquement, il sera réaffirmé en tête du code de procédure pénale que « *toute personne suspectée ou poursuivie est présumée innocente jusqu'à ce que sa culpabilité soit établie* ». Toute la question est celle des moyens proposés pour rendre effectif ce principe fondamental.

La principale mesure concerne la création d'un « juge de la détention provisoire ». Saisi par le juge d'instruction, dont la fonction essentielle demeure la recherche de la vérité, par la recherche des preuves plus que par celle des aveux que l'on sait fragiles, ce nouveau juge statuera sur la seule détention provisoire, qui sera en outre limitée dans le temps. Ainsi, il y aura un double regard au moment où l'on s'apprête, avant le jugement au fond et malgré la présomption d'innocence, à priver une personne de sa liberté.

L'intérêt est de créer un véritable juge des libertés mettant fin à l'omnipotence du juge d'instruction tout en maintenant le principe d'une procédure inquisitoire : secondé par le juge de la détention, le juge d'instruction doit demeurer cet arbitre impartial entre l'accusation (le parquet et les services de police) et la défense, instruisant à charge et à décharge.

Une autre mesure importante concerne la présence de l'avocat dès la première heure de garde à vue au lieu de la vingtième actuellement.

Ainsi, on peut penser que les libertés seront mieux garanties au cours de la procédure pénale, la présomption d'innocence trouvant les moyens d'une certaine efficacité. Mais cette dernière doit également être conciliée avec le droit à l'information. Ici, la réforme atteint ses limites : on ne peut interdire la publication du nom des personnes mises en cause, et la proposition d'interdiction des images de personnes menottées, aussi justifiée soit-elle, semble somme toute assez dérisoire.

Hervé RUMIN

(1) Voir *« Où va la Justice ? » in Royaliste* nº 707 ainsi que l'article de Jacques Blangy « *Ambiguïtés d'une réforme» in Royaliste* nº 695.

(2) Voir en particulier la motion « *Pour une réforme démocratique de la justice* » votée au 12e congrès de la Nouvelle Action Royaliste (3 et 4 avril 1993) in *La N.A.R. en textes* (prix franco : 14 F).

MNEF

Faux-semblants et vrai scandale

La droite respire. Enfin une bonne petite affaire pour faire oublier des vilains dossiers qui lui collent aux basques. La MNEF, tient le haut de l'affiche. En gros, une bande de copains, socialistes de surcroît, auraient profité de l'argent des étudiants pour s'enrichir personnellement dans des conditions douteuses.

Un peu d'histoire. Au début des années 80, la principale mutuelle étudiante va mal, les comptes sont largement dans le rouge et l'édifice menace ruine. Les principaux dirigeants, dont l'un est aujourd'hui maire d'une grande ville de la région parisienne, sont proprement mais discrètement virés sur les instances du Président Mitterrand. Une nouvelle équipe, avec une aide de l'État, réussit à redresser la situation de façon spectaculaire. Là où le bas blesse, c'est que les petits nouveaux, tout en sauvegardant l'essentiel c'est-à-dire la gestion au meilleur prix de la sécurité sociale étudiante, et en développant des activités annexes qui vont être d'une grande utilité aux étudiants, vont profiter de cette nouvelle prospérité pour améliorer leur situation personnelle et celle d'un certain nombre de leurs amis. C'est fou ce que d'anciens gauchistes, qui vomissaient la société capitaliste, en ont vite compris toutes les subtilités et tous les profits que l'on pouvait en tirer.

Il est partiellement inexact de dire que cela s'est fait au détriment des étudiants. En effet, la mutuelle et ses filiales proprement tournées vers les services aux étudiants, n'ont pas souffert de ces pratiques quoi que l'on en dise. Leur gestion a été si intelligemment menée que certaines d'entre-elles, notamment la MUL (Mutuelle Universitaire du Logement), tournent aujourd'hui si bien qu'elles pourraient même se passer des cotisations des étudiants.

Pour autant, tout n'est pas rose, si je puis dire, dans cette histoire. Oui c'est vrai, la MNEF a servi de refuge à des militants politiques qui battus, se sont retrouvés sans rien pour vivre du jour au lendemain, mais le taux de salaires fictifs y est certainement bien moins important qu'à la Mairie de Paris. Oui c'est vrai, cette affaire permet à des hiérarques socialistes de régler leurs comptes en famille. Non, la MNEF n'a pas participé, jusqu'à plus ample informé, directement et financièrement aux campagnes électorales d'un certain nombre de candidats socialistes.

Au fond, ce qui est profondément choquant dans cette histoire, c'est que les élites de cette maison se soient comportées comme ceux-là même dont ils dénoncent les agissements à longueur de discours plus ou moins talentueusement enflammés. Et au reste, il faut s'interroger sur le point de savoir si au-delà de la droite qui n'en demandait pas tant, cette affaire ne sert pas les intérêts d'un gouvernement qui aimerait bien tordre définitivement le cou à la sécu étudiante pour la faire entrer dans le régime général.

Paul DINO

Télés

Infos?

Les choses bougent dans la télévision de service public ! Des responsables partent, d'autres arrivent, de nouvelles figures de présentateurs apparaissent sur les écrans.

Des promesses ont été faites, et il a semblé que l'information était traitée avec plus de rigueur qu'auparavant. Puis les choses ont repris leur cours ordinaire : prime à la catastrophe, pleins feux sur le fait divers et sur la chronique judiciaire, l'affaire Clinton alternant avec l'affaire Florence Rey.

Mais, durant le mois de septembre, presque rien sur le krach boursier et sur le séisme bancaire, alors que la presse financière (*La Tribune, Les Échos*) multiplie les articles alarmants. Mais un commentaire lénifiant sur le voyage de Lionel Jospin en Chine alors que *Le Monde* fait état des rebuffades subies par le Premier ministre. Mais, le 25 septembre, une prestation de René Monory au journal de 13 heures de France 2 qui avait des allures brejneviennes - à cause du potentat qui était reçu sur le plateau, et de la courtisanerie qui l'entourait.

Cette information aseptisée et normalisée est scandaleuse mais surtout ridicule puisqu'elle est immédiatement démentie par les titres de la presse écrite, même libérale et ultra-libérale, et par les plumes les plus complaisantes à l'égard du gouvernement. Dès lors, à quoi bon ces cachotteries et cette servilité dans les comportements ?

Jacques BLANGY

Strauss-Kahn

Laisse aller, c'est une valse...

Alors que la crise engendrée par l'ultra-libéralisme ébranle le monde entier, le ministre de l'Économie continue de croire aux vertus du marché - au mépris de toute logique et de toute prudence.

Illustrée par l'avenante image de Dominique Strauss-Kahn, le titre s'étale sur deux pages du *Nouvel Observateur* (1) : « Ce que je propose pour sortir de la crise mondiale ».

Hélas, l'annonce de la déclaration est démentie par son contenu. Quant aux propositions, le ministre n'exprime pas d'idées personnelles mais se contente de suivre la ligne officielle (2). Quant à l'analyse, il semble enfin reconnaître la réalité et l'ampleur de la crise, puis tempère et se contredit. Alors que la presse financière décrit franchement le krach boursier, l'homme de Bercy continue de parler de « turbulences préoccupantes » et de « correction nécessaire », avant d'énoncer une thèse inouïe : « Ce n'est pas parce qu'il existe des marchés globaux qu'il doit y avoir une crise globale ». C'est supposer que l'économie de marché est tellement bienfaisante que les facteurs négatifs sont fragmentaires et automatiquement disjoints, tandis que les retombées néfastes se localisent miraculeusement hors du continent européen et du territoire français.

Alors que la cacophonie nous déchire les oreilles, le doux Strauss-Kahn entend un air de valse. Alors que ses homologues disent et font n'importe quoi, notre premier violon suit scrupuleusement l'invisible chef de l'orchestre globalisé. Cette confiance en la « mondialisation heureuse », comme disait Alain Minc, permet à notre ministre d'indiquer sans se troubler que la croissance mondiale sera réduite de moitié cette année. Doit-on supposer que la crise de la demande mondiale n'est pas plus « globale » que la crise des marchés financiers mondiaux ? Mystère.

Mystère d'autant plus épais que D. Strauss-Kahn annonce une « stabilisation » de certains pays asiatiques, malgré la crise japonaise : il est invraisemblable que la situation désastreuse des banques japonaises (qui ont accumulé 1 000 milliards de dollars de créances douteuses) soit sans effets sur l'ensemble du Sud-Est asiatique, sur les grands établissements financiers internationaux, et sur l'économie mondiale. Dès à présent, le Bureau international du travail estime que la crise asiatique a provoqué le chômage de 10 millions de travailleurs dans le monde, et il est acquis que le taux de croissance du PIB mondial, qui était de 4 % ces dernières années, tombera à 1,5 % (au mieux) en 1998.

Comment, dans ces conditions, les pays de l'Ouest européen pourraient-ils conserver leur taux de croissance ? Le choeur gouvernemental vante la solidité de la « forteresse euro »... qui n'existe que sur le papier, sans que l'on sache encore comment et par qui seront prises les décisions de politique monétaire en cas d'attaque spéculative contre une ou plusieurs monnaies européennes (3).

De fait, la prétendue forteresse n'empêche pas nos partenaires anglais, espagnols et italiens d'annoncer une baisse de leur PIB, et les sociétés françaises d'avouer des baisses importantes de profits qui ont provoqué des chutes vertigineuses du cours de leurs actions (pas seulement Alcatel, mais aussi Lagardère, Rhône-Poulenc, Thomson), tandis que les rumeurs de la « crise systémique » qui menacerait le système bancaire ont provoqué un violent repli des actions de la Société générale et de Paribas au mois de septembre.

Tout ceci n'empêche pas Dominique Strauss-Kahn de célébrer les vertus du monétarisme, alors que sa logique déflationniste aggravera la déflation effective, et de défendre le principe de la libre circulation des mouvements de capitaux, alors que le retrait massif et brutal des fonds de pensions américains a aggravé la chute des valeurs boursières françaises.

Quand une analyse est fausse en tout point, les solutions qu'on propose ne peuvent être que dangereusement illusoires.

Sylvie FERNOY

(1) Numéro du 24-30 septembre 1998, p. 50-51.

(2) *cf.* notre éditorial.

(3) J'attends de connaître les résultats de la rencontre de Vienne pour reprendre la question de la « zone euro ».

Impeachment

« Ce n'est que cela, votre roi ? »

La constitution américaine est fondée sur le refus de toute monarchie. Elle n'est pas non plus démocratique, mais oligarchique.

On a l'air de découvrir aujourd'hui l'Amérique. Les habituels laudateurs du système américain tombent de haut : c'est leur affaire. Les Américains ne raisonnent pas comme nous. Notre système politique les a d'ailleurs toujours choqués : pouvoir monarchique, absence de séparation des pouvoirs au sens où ils l'entendent. Le malentendu est total entre nous. On a souvent très peu conscience en Europe d'être tellement aux antipodes parce que l'Amérique nous est présentée comme un modèle. Or les constituants américains ont adopté un système que nous avions rejeté de ce côté de l'Atlantique (à part l'éphémère tentative de la constitution de 1791). Montesquieu avait trahi la constitution anglaise. Nous avons trahi Montesquieu mais les Américains l'ont suivi à la lettre. La procédure d'*impeachment*, reléguée au rayon des accessoires démodés, parce qu'elle a été très peu utilisée, est centrale dans la constitution. Elle est l'ultime recours contre la monarchie au sens des Américains, c'est-à-dire l'absolutisme. Nous sommes en plein Shakespeare prolongé sous les Stuarts par la guerre civile. L'*impeachment*, c'est l'exécution de Charles Ier d'Angleterre ou plutôt ce qui depuis en tient lieu. Entre le monarque et le Parlement, il n'y avait plus de milieu. Ou le roi mourait, ou le parti de Cromwell, les puritains, était exterminé. La séparation des pouvoirs interdit la censure autant que la dissolution. Il n'y a d'alternative qu'entre le compromis ou l'*impeachment*. Tombée en désuétude en Angleterre, parce que le pouvoir est passé du monarque au Parlement, cette dernière est demeurée en vigueur aux États-Unis qui a conservé une branche exécutive avec le pouvoir de veto sur les lois du Congrès, prérogative typiquement monarchique, qui a pour contrepartie l'*impeachment*. Le veto ne peut être levé que par une majorité des deux-tiers ; l'*impeachment* ne peut être voté qu'à la même majorité. Le parallèle est rigoureux.

Tout président est en proie aux mêmes difficultés avec le Congrès même si la majorité appartient au parti d'où il est issu. Clinton a eu fort à faire avec le Capitole dès son entrée en fonctions. Avec sa culture de gouverneur d'un petit État du sud, il n'a jamais trouvé le bon langage avec les membres du Congrès. Chaque victoire était une victoire à la Pyrrhus. Il est infiniment préférable que le président ait siégé au Sénat comme c'est le cas de la plupart de ceux qui se sont succédé à la Maison Blanche. Clinton, qui fait exception, a été rattrapé par le système.

Au-delà de tous les battages médiatiques et les arguties juridiques, ce n'est pas les modes d'expression de l'opinion publique ni le fonctionnement de la machine judiciaire qui sont en cause, mais bien la place respective du Président et du Congrès dans la Constitution de 1787. L'affaire Lewinsky n'est rien en soi. Toute autre cause aurait fait l'affaire. Elle n'est qu'un épisode dans une véritable guerre qui a commencé dès le premier jour de la présidence. Le Congrès a eu le sentiment que Clinton se conduisait d'une manière trop indépendante de lui. Un monarque ? Le mélange de la vie privée et de la vie publique est d'ailleurs de son fait. Or c'est au premier degré une caractéristique monarchique. C'est la première preuve.

La seconde preuve est son rapport à la vérité. Le fait que l'on puisse croire de l'extérieur que la présidence américaine est le centre de la plus grande puissance qui soit au monde est un mythe. La puissance des États-Unis ne repose pas sur son président, mais sur la Constitution dont la présidence est une des branches. N'a-t-on pas dit de la Constitution qu'elle était si excellente qu'elle fonctionnait avec des hommes médiocres. Un système qui exigerait en permanence des hommes exceptionnels pour le faire marcher serait un mauvais système. La puissance des États-Unis ne repose même pas tant sur son économie ou sa force militaire mais sur un système de valeurs. Conférer tant de crédit à un homme, le président des États-Unis, est donc mensonger, c'est une apparence. Prétendre le contraire, c'est la première atteinte à la vérité dont peut se rendre coupable malgré lui le président. Qu'il ait dit ou non la vérité sur ses relations avec Mlle Lewinsky en découle. La vérité ne se partage pas. Sous son aspect le plus prosaïque, la vérité fait retour sur le système politique américain. L'Amérique revient aux sources de sa Constitution. Et ces sources sont puritaines.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ROUMANIE** - Le président roumain Emil Constantinescu a décidé d'apporter son soutien à la candidature du roi Michel de Roumanie au prix Nobel de la Paix qui sera décerné le 13 décembre prochain. Dernier des chefs d'État de la Seconde Guerre mondiale encore vivant, le roi Michel avait joué un rôle décisif en faisant arrêter le 23 août 1944 le maréchal pro-nazi Ion Antonescu, ce qui permit à son pays de rejoindre le camp des Alliés et contribua à écourter la guerre.

♦ **LESOTHO** - Le roi Letsie III a vivement protesté contre l'intervention des troupes sud-africaines venues prêter main forte à un gouvernement déstabilisé par une opposition virulente et une armée mutinée. Partisan d'un dialogue avec les partis d'opposition, le roi n'avait pas été consulté par le Premier ministre Pakalitha Mosisili qui, depuis, l'a empêché de lancer à la radio un appel à la nation. Le porte-parole de l'opposition a de son côté déclaré « *qu'il était prêt à des discussions avec le gouvernement, mais seulement sous la direction du roi* ».

♦ **PAYS-BAS** - Le prince héritier des Pays-Bas, Willem Alexander, prince d'Orange, a effectué, à l'invitation de Jacques Chirac, une visite officielle en France courant septembre. Agé de 31 ans, le fils aîné de la reine Beatrix a été reçu à déjeuner à l'Élysée avant de poursuivre son séjour qui alliait culture (visite de la Bibliothèque nationale et de l'Hôtel Turgot) et modernité (les usines d'Airbus industrie à Toulouse).

♦ **BRUNEI** - La première étape de la tournée asiatique de la reine d'Angleterre a été le sultanat de Brunei. Deux innovations ont marqué son séjour : pour la première fois au programme de sa visite figuraient des contacts avec la population et avec des gens de tous horizons ; d'autre part, lors du banquet d'État au palais Istana Nurul Iman devant des milliers de convives, la reine, dans son discours, a évoqué « *la nécessité pour l'Angleterre et Brunei de combiner tradition et modernité* ». Discrète et diplomatique façon d'inciter le sultan de Brunei à faire évoluer son régime vers un retour à une certaine pratique démocratique suspendue depuis une tentative de coup d'État en 1962.

♦ **BULGARIE** - Dans un communiqué diffusé à l'occasion de la fête nationale le roi Siméon a appelé les Bulgares à l'unité « *pour surmonter la catastrophe économique* » qui menace le pays. Soulignant que « *la Bulgarie jouit de nouveau d'une indépendance politique* », il estime que « *les réformes structurelles radicales de l'économie* » actuellement entreprises, l'ont été avec un retard de huit ans.

Enjeux

Symboliques familiales

Au moment où commence la discussion sur le Pacte Civil de Solidarité, il nous paraît nécessaire de situer les enjeux symboliques et pratiques de cette réforme - à la fois dans l'histoire plurimillénaire de l'institution familiale et dans son anthropologie.
Lors d'un de nos Mercredis, en juin dernier, Gérard Leclerc avait procédé à cette mise en perspective et dissipé un certain nombre de préjugés, notamment ceux qui portent sur la conception chrétienne de la sexualité et du mariage. Pour les lecteurs de *Royaliste,* nous lui avons demandé de redonner son point de vue.

■B. La Richardais : Depuis sa fondation, notre journal a abordé presque tous les sujets, mais nous n'avons jamais mené de réflexion de fond sur la famille...

Gérard Leclerc : C'est vrai. Sans doute parce qu'on ne parle bien d'un sujet qu'en période de crise. En grec, la *krisis* signifie à la fois le conflit et le jugement, et nous nous apercevons en effet que l'existence d'un conflit porte à exprimer un jugement.

■B. La Richardais : Nous y sommes : l'idée même de la famille est en crise.

Gérard Leclerc : En effet. Mais nous ne l'envisageons pas dans une complète méconnaissance de la question car beaucoup de recherches, historiques, anthropologiques, sociologiques, ont été consacrées à la famille. A ce propos, je veux rendre hommage à Philippe Ariès, qui fut plusieurs fois l'invité de la NAR, et qui a écrit un ouvrage majeur sur l'enfant et la famille sous l'Ancien régime (1). Pour sa part, Pierre Chaunu avait souligné la révolution des attitudes devant la vie, qui se traduisait par une baisse de la nuptialité, par une baisse des naissances et par l'invention de nouvelles manières de vivre en commun à travers des mouvements comme le féminisme et le Front homosexuel d'action révolutionnaire à la fin des années soixante. Il faut aussi citer l'ouvrage très remarquable de Jean-Claude Guillebaud (2), dont j'ai parlé l'hiver dernier dans ma chronique, ainsi que les travaux de Michel Rouche, montrant que la conversion de Clovis avait eu une importance considérable sur les structures familiales.

J'ai aussi beaucoup réfléchi sur le trentième anniversaire de Mai 1968 et plus particulièrement sur la réflexion de Maurice Clavel. Pour lui, Mai 68 marquait le retour de l'Esprit dans une société en voie d'effondrement parce qu'elle n'a plus assez d'être pour exister. Cette société est celle des Lumières et Clavel dressait le constat d'une « faillite humanistique ». Telle est l'analyse à laquelle je me rallie, en y ajoutant la réflexion de Cornélius Castoriadis sur l'imaginaire social, sur la représentation que la société a d'elle-même. En Mai 68, nous avons en effet changé d'imaginaire social, pour le meilleur et pour le pire.

■B. La Richardais : Peux-tu préciser ce point ?

Gérard Leclerc : L'imaginaire social a pris pour modèle l'individu, contre l'idéal du bien commun, du service rendu à la société. Or les représentations sociales que l'individualisme déclare obsolètes n'étaient pas sans valeur. N'oublions pas que les idéaux de la Résistance et de la Libération, qui ont permis la reconstruction de la France, étaient fondés sur des principes de service social, de solidarité nationale - l'État étant chargé d'associer les citoyens au projet commun. De même, les partis politiques s'organisaient en vue d'un idéal - une certaine idée de la France pour les gaullistes, la société sans classes pour les communistes... Or, sous le langage marxiste, c'est l'idée même du collectif qui a été récusée en Mai 1968.

La crise de l'institution familiale s'inscrit dans ce processus individualiste : le familialisme de la IIIe République, qui est un impératif de la Défense nationale, l'idéologie de Vichy et le natalisme de la Ve République n'ont plus aucun sens pour la génération des années soixante. L'individu, maître de son désir, est destiné à détruire cette institution.

■B. La Richardais : Dès lors, qu'en est-il du retour de l'Esprit selon Maurice Clavel ?

Gérard Leclerc : Pour lui, ce retour n'avait pas encore produit ses effets, mais il était persuadé que la société aurait à se refonder à partir d'une véritable transmutation des valeurs. Ce dont je suis persuadé : il ne s'agit pas de défendre le passé, mais de repenser les fondations mêmes de notre société. La famille fait partie de ces questions fondamentales, elle est la clef de l'existence sociale comme l'a montré Emmanuel Todd tout au long d'un travail de systématisation qui peut être discuté mais qui fournit une ample matière à réflexion.

■B. La Richardais : Quand on évoque la famille, de quoi parle-t-on au juste ?

Gérard Leclerc : Pour tout un chacun, la « famille traditionnelle », c'est *Papa, maman, la bonne et moi* pour reprendre le titre d'un film de Robert Lamoureux qui eut un immense succès dans les années cinquante. C'est aussi la définition freudienne : la famille est la relation entre l'homme et la femme, entre le père, la mère et les enfants.

Cependant, il faut faire très attention quand on parle de « famille traditionnelle », car c'est en fait une réalité tout à fait moderne et inédite dans l'histoire. Beaucoup de spécialistes pensent que la structure la plus ancienne est de type matriarcal : celle où la mère assume, sans partage, l'autorité réelle et symbolique. Contrairement à ce que disent les féministes, ces sociétés matriarcales ne sont pas paisibles, mais engendrent des comportements très belliqueux, car la violence est le seul moyen pour les fils de s'émanciper d'une relation à la mère qui n'est jamais éloignée de l'inceste. La société romaine est de type patriarcal, comme la société juive, et toutes deux ont pour caractéristique de se référer à l'institution et à la Loi. Freud a bien montré que, dans ces sociétés, le père avait un rôle de séparation par rapport à la mère.

La famille est la clef de l'existence sociale.

■B. La Richardais : On peut donc parler d'un progrès ?

Gérard Leclerc : Oui et non... Les sociétés patriarcales engendrent une moindre violence, mais la femme est placée dans un état de soumission.

■B. La Richardais : Dans la société chrétienne, la structure familiale est-elle le prolongement de la forme romaine ?

Gérard Leclerc : Il faut se garder des clichés : contrairement à ce qu'on lit d'ordinaire, la société judéo-chrétienne ne fait pas référence aux deux figures emblématiques de la Maman et de la Putain ! Dans les sociétés païennes, la sexualité est considérée comme une activité extrêmement dangereuse, qu'on a tendance à expulser vers les marges car elle est source de désordre social. Cette expulsion se fait notamment par le recours à la prostitution. Au contraire, le propre du christianisme est d'avoir réintégré la sexualité dans le mariage, grâce à un lent travail dont il serait trop long de faire ici l'histoire. Je tiens cependant à évoquer saint Augustin, qui n'a jamais pensé que la sexualité était liée au péché, mais que c'est le péché qui est venu mettre le désordre dans la sexualité. Ce père de l'Église dit que la sexualité préexistait au péché, et saint Thomas dira la même chose.

■B. La Richardais : Sur quels principes est fondée la famille chrétienne ?

Gérard Leclerc : Il y a deux principes fondamentaux. Le premier, c'est l'absolue liberté des contractants : il faut la libre volonté de l'homme et de la femme, sans laquelle le mariage est invalide. Au XVIe siècle, le concile de Trente imposera en outre la publicité du mariage, qui doit se faire en présence de témoins, afin que nulle contrainte ne puisse s'exercer sur les époux. Le second principe, c'est l'indissolubilité du mariage. Mais il a fallu près de vingt siècles pour que cette conception du mariage s'impose dans les moeurs.

■B. La Richardais : Pourquoi ?

Gérard Leclerc : Parce que les sociétés traditionnelles sont des sociétés **holistes** (en grec, *holon* signifie « tout »), dans lesquelles la totalité sociale s'impose aux individus, alors que le christianisme affirme la primauté de la personne par rapport au groupe. Les sociétés holistes présentent de grands avantages, car ce sont des sociétés d'entraide dans lesquelles les individus ont un statut précis - donc une identité sociale bien définie. Par rapport à celle-ci, le christianisme représente la modernité, et cette modernité s'est imposée au prix de la destruction de ces relations sociales traditionnelles, au travers de très longues résistances.

■B. La Richardais : Comment analyser le mariage républicain, par rapport à cette modernité du christianisme ?

Gérard Leclerc : Le mariage républicain est une laïcisation du mariage chrétien, qui en reprend la conception essentielle : absolue liberté des consentements, et une certaine conception de la fidélité. Certes, le divorce est reconnu, mais le juge devant lequel le couple comparaît a pour fonction d'éviter la séparation : il est le magistrat chargé de la **conciliation**. La crise du mariage est donc tout autant celle du mariage chrétien que celle du mariage républicain.

■B. La Richardais : Quelle est aujourd'hui la nature de la crise ?

Gérard Leclerc : Ce n'est plus une crise sociale, mais un déchirement intime puisque le lien du mariage est désormais un lien de personne à personne, qui fait que la considération de l'autre prime sur le respect des règles sociales. Dès lors, la société a énormément de mal à s'identifier à elle-même, à trouver les points de repères qui lui permettraient d'exister. Tout le reste, qui se manifeste dans les débats sur le mariage et sur le « pacte » qui va être mis en débat au Parlement, n'est que la conséquence du mouvement d'émancipation de l'individu par rapport à la société.

■B. La Richardais : Au vu du débat qui s'engage sur le PACS, peux-tu nous donner ton sentiment personnel ?

Gérard Leclerc : On ne fera jamais mieux que le mariage fondé sur le libre consentement mutuel pour l'accueil et pour l'éducation des enfants. Tous les autres systèmes nous feront replonger dans les formes archaïques du lien social - aussi curieux que cela apparaisse.

Pour moi, il y a un énorme danger à institutionnaliser ce qui est le produit de la crise du mariage, car nous ne ferons que porter à leur point extrême nos propres fragilités - qu'il s'agisse du problème de la jeunesse, ou de la souffrance sociale en général. C'est donc l'ensemble de la société qu'il faut transformer, à partir d'une solide réflexion sur les fondements anthropologiques de cette société.

Propos recueillis par B. La Richardais

(1) Philippe Ariès, « *L'enfant et la vie familiale sous l'Ancien régime* », Points Seuil, prix franco : 53 F.

(2) Jean-Claude Guillebaud, « *La tyrannie du plaisir* », Le Seuil, prix franco : 145 F. Voir *Royaliste* nº 700.

Ultramontain

La question nationale en Italie

Influente en Vénétie, en Lombardie et au Piémont, la Ligue du Nord affirme ouvertement son projet sécessionniste : la Padanie. La revue *Hérodote* consacre son dernier numéro aux causes profondes de ce phénomène.

Ces causes sont certes d'ordre économique et social, ces trois provinces comptant pour 40 % du PIB national. Mais l'histoire et l'organisation politique sont plus décisives encore.

Le rayon historique des librairies italiennes est actuellement dominé par les ouvrages portant sur la période 1943-1945. Les chercheurs italiens invités par *Hérodote* nous fournissent la clé. L'Italie a connu en effet à cette époque une histoire singulière en Europe qui fut largement occultée jusqu'à présent. Après guerre, Néo-fascistes et Résistants se renvoyaient la balle. Tout était simple. A partir du moment où Démocrates de Gauche (nouveau nom du parti communiste) et Alliance Nationale (ex-néo-fascistes) ont accompli leur mue politique et décidé de se reconnaître mutuellement légitimes, la voie était libre pour les historiens.

Mais dès lors qu'il n'est plus possible de fonder sa légitimité sur l'anticommunisme pas plus que sur l'antifascisme, on constate un vide de légitimité, car on s'aperçoit qu'on n'a jamais eu recours à l'idée de nation, idée minoritaire au temps du *Risorgimento* et de la Maison de Savoie, idée compromise avec la période mussolinienne, à laquelle on a préféré après 1945 soit le communisme soit l'Europe démocrate-chrétienne.

Les historiens ont par ailleurs montré que, quelle que soit sa valeur, la résistance des années 43-45, très partielle et complexe, ne suffit vraiment pas à fonder une légitimité nationale. Elle a été utilisée pour des causes universalistes, communisme, humanisme chrétien, mais jamais dans un sens national. Pourquoi ? Parce que, quels que soient ses dérives ultérieures et la guerre, le régime de Mussolini a longtemps bénéficié d'un réel consensus. En 1943, l'armistice conclu avec les Anglo-Américains n'a pas su recréer l'unité, non tant à cause de la république de Salo - objet aujourd'hui de nombreuses publications « révisionnistes » - que parce que l'armée a été dissoute et la population livrée à l'attentisme. On lira d'ailleurs le très intéressant article consacré à la « relation difficile et tourmentée » de l'Italie avec son armée.

La Ligue peut donc prospérer. Aucune idée de la nation ne s'y oppose. Le débat intellectuel restera limité tant que cette histoire singulière de 43-45 mais aussi de la monarchie, du fascisme, du *Risorgimento,* de la Papauté aussi, ne pourra être totalement expliquée et assumée.

Yves LA MARCK

Revue *Hérodote* - « **Italie, la question nationale** », 2e trimestre 1998, nº 89, prix franco : 115 F.

Miroir

La Chine révélatrice

Le philosophe et sinologue François Jullien poursuit dans son nouveau livre *Un sage est sans idée* l'examen des fondements de la philosophie grecque dans le miroir de son « autre », la sagesse chinoise.

Le regard de l'autre permet de prendre conscience des choix qui fondent nos opinions et que, l'habitude aidant, nous avions pris pour des évidences ; nous avions fini par oublier que d'autres choix étaient possibles.

Depuis de nombreux livres tel *Le détour et l'accès* ou *Éloge de la fadeur* (tous deux disponibles en poche), François Jullien tend à la philosophie grecque le miroir de la sagesse chinoise, pour mieux l'interroger. Issue d'une civilisation radicalement différente, et ignorante, du monde grec, cette sagesse permet à l'auteur d'avoir un point de vue large sur la philosophie, en amont. Pourquoi cette passion de la vérité qui la caractérise ? Fallait-il s'attacher ainsi aux idées ? Un sage est sans idée... préférée, affirme d'emblée le philosophe, car en privilégier une, et l'ériger en vérité, c'est porter un regard déformé sur la réalité, ce que refuse le sage chinois. Celui-ci tient absolument à ne pas prendre position, à être sans parti-pris : il suit le tao, la voie, épouse la réalité, le « fonds d'immanence », au gré des circonstances.

François Jullien ressent toute la difficulté à discourir sur la sagesse, mais il réussit à nous faire comprendre sa logique, aussi rationnelle et opérante que celle du *logos* grec. Loin des visions ésotériques de l'Extrême-Orient (du type New Age) qui dominent l'Occident, il conceptualise la sagesse et nous fait entendre la profondeur des formules quotidiennes qui nous paraissent si banales parce que vides théoriquement : « ça va », « prendre les choses comme elles viennent », « il faut de tout pour faire un monde ». Paradoxalement, si la traduction des « remarques » du sage en concept est souvent lourde, ces expressions courantes immédiatement compréhensibles nous parlent plus.

Le livre de François Jullien ne se veut pas une apologie de la sagesse, même si la nécessité d'expliquer ce qu'elle est et de montrer sa cohérence tend à nous le faire croire pendant les neuf dixièmes du livre : dans un dernier chapitre trop court, il pointe sa faiblesse, celle de n'avoir pu penser le politique, car refusant de prendre parti. Contrairement à l'intellectuel, le sage a tendance à se laisser aller « au gré », et souvent au gré du prince (on connaît néanmoins des intellectuels qui aiment se chauffer au coin du pouvoir). La philosophie s'est épanouie dans la Cité grecque : « c'est en prenant position, comme nous a appris à le faire la philosophie, que l'intellectuel européen s'est formé, qu'il s'est affranchi, au point que s'instaurent - s'imposent - les conditions d'un débat ».

Véronique HALLEREAU

François Jullien - « **Un sage est sans idée, ou l'autre de la philosophie** », Seuil, 236 p., prix franco : 130 F.

Idées

A l'école de l'Action française

par Gérard Leclerc

Il est terriblement difficile de trouver le ton juste pour parler de « l'école d'Action française ». Le plus souvent l'acquiescement final à l'ambiguïté mortelle de Vichy vaut condamnation définitive. Certains débordements inexcusables - sinon par l'inconscience de la situation et de la portée des mots en occupation nazie - ont jeté le discrédit sur une pensée qui avait pourtant, un demi-siècle durant, retenu les meilleurs esprits, suscité l'admiration des plus grands, Gide, Proust ou Malraux, éveillé un intérêt général. Philippe Robrieux me disait récemment que la première tâche d'un Souvarine, aux débuts du parti communiste français, consistait à analyser le numéro de l'*Action française* du jour. Nous n'en sommes plus là et la rançon du discrédit renvoie à l'insignifiance sinon à la méconnaissance dès que l'on parle de courant maurrassien.

Le grand livre, que publie ces jours-ci François Huguenin, met fin à un long hiver et me semble d'autant plus intéressant qu'il s'agit du regard critique d'un héritier exigeant. Critique veut vraiment dire ici jugement qui sait éviter les écueils du dénigrement et de la complaisance. Et ce jugement suppose la connaissance vraie du sujet. François Huguenin a énormément lu, notamment toutes les revues officielles ou périphériques, ce qui nous vaut des aperçus étonnants sur des trésors oubliés. On voit notamment comment la N.R.F. n'a cessé de se définir et de se chercher par rapport à la tentation maurrassienne. Mais l'essentiel tient dans une intelligence exceptionnelle de la pensée et d'un héritage qui ne cesse de se problématiser et de se complexifier de génération en génération. Car une histoire qui se déroule sur un siècle n'échappe pas au jeu des réinterprétations et des réappropriations avec une jeunesse sans cesse nouvelle et la sanction de la grande Histoire qui se fait.

Le livre nous indique ainsi au moins six générations qui se succèdent, la première étant celle des fondations avec Maurras lui-même, la dernière celle de l'auteur et de ses amis. La seconde immédiate s'avère des plus brillantes, même si elle est aujourd'hui complètement ignorée pour une raison hélas imparable : la plus grande partie de ses représentants a disparu durant la première guerre mondiale et pour les retrouver il faut aller rechercher la collection d'une revue qui s'est éteinte avec eux. Quelle richesse dans cette *Revue critique des idées et des livres* et quelle pertinente appréhension des questions qui, pour la plupart, demeurent brouillées. A une heure où tout le monde est barrésien, même si politiquement on est aux antipodes de Barrès, la *Revue critique* perce l'énigme et oblige à un discernement. Ce qu'on reconnaît en général comme mérites à l'auteur des *Déracinés*, « *sa soumission au pouvoir, son refus de faire un choix dans la tradition, son application à supporter le positif de l'histoire, les scandales du présent* » s'explique par un incurable égotisme individuel et collectif. Dont les conséquences sont gravissimes. Barrès « *répugne à l'universel, à l'humain* ». Et le « *romantisme, sombre, amer et parfumé* » des jeunes barrésiens conduit à l'impasse, sinon à la méprise absolue. Car c'est bien Barrès qui est incapable de reconnaître la grandeur d'Antigone, en qui il dénonce l'être amoral.

Bien avant que Maurras ait publié son beau texte sur *Antigone, vierge-mère de l'ordre*, celle qui incarne « *les lois très concordantes de l'Homme, des Dieux, de la cité* », ses jeunes disciples se sont réclamés de lui pour rompre avec son ami Barrès. Voilà qui est aux antipodes de tout ce qu'on raconte aujourd'hui sur le maurrassisme mais qui s'autorise du grand travail commencé par Maurras au siècle précédent. Telle était cette génération fauchée à la guerre. « *Nationaliste mais affranchie des maladies infantiles du patriotisme français, contre-révolutionnaire mais préservée des chimères du retour aux sources, classique mais sourde aux sirènes de l'académisme, sociale, mais vaccinée contre les alibis du paternalisme et les croyances du marxisme* ».

Pour saisir cela, il faut revenir à un Maurras ignoré, celui qui a séduit ses meilleurs disciples, un Bainville, un Maulnier, un Boutang, qui est celui de la critique du romantisme. C'est bien autre chose qu'une affaire de modernes et d'anciens, puisqu'il s'agit d'une conception de l'universel conquise contre soi-même, où Dante est l'antidote de Baudelaire. Tout cela qui est complètement oublié, Huguenin le rappelle dans un immense exposé qui d'ores et déjà oblige à un réexamen complet de ce qu'on appelle vulgairement maurrassisme. Je ne puis que le signaler non sans renvoyer à tout ce qui permet de comprendre toute la logique d'un mouvement d'idées jusqu'à son échec « historique ».

Au passage, je soulignerai la pertinence des pages sur Maritain et sur Bernanos. A l'encontre de toute appréciation maximaliste ou minimaliste de la présence du philosophe organique du catholicisme à un moment de l'histoire de l'Action française, François Huguenin montre bien que celle-ci n'est pas fortuite, qu'elle correspond, au contraire, à un positionnement intellectuel qui exigeait qu'il soit là, et nulle part ailleurs. Il est vrai aussi qu'avec la condamnation romaine commence l'échec dont la signification est bien plus large. La rupture de Bernanos est sans doute beaucoup plus significative encore, car elle cristallise le sentiment d'une impossibilité d'aboutir à la restauration espérée.

Peut-être Huguenin n'insiste-t-il pas assez sur ce que Bernanos a pressenti et qui explique l'enlisement inévitable dans le vichysme. Par contre, il a bien discerné comment l'antisémitisme qui est sans doute un péché originel, prenait une dimension terrible, avec le statut des juifs qui faisait passer l'Action française du côté de Créon, quels que fussent les regrets ultimes de Maurras déclarant que l'honneur français ne pouvait supporter la livraison à l'ennemi des juifs dont la France aurait dû être la protectrice.

L'analyse d'Huguenin se poursuit jusqu'à nos jours et passe même par l'examen des positions de ce journal, surtout dans les années soixante-dix. J'en viens également à sa conclusion remarquable. L'échec de l'entreprise ne vient-il pas de cette fameuse modernité, qui empêche au fond de penser l'homme au-delà de l'individu et la liberté dans son lien profond avec un sens ontologique de l'homme ? Pierre Manent vient en son aide en montrant l'impossibilité d'échapper à cette modernité et l'impossibilité d'en être satisfait. Il est tout de même curieux et significatif que l'Action française se soit brisée contre elle, à cause d'une exigence ontologique, supérieure à ses défauts et supérieure à son échec. ■

François Huguenin - « **A l'école de l'Action française, un siècle de vie intellectuelle** », Lattès, 640 pages, prix franco : 165 F. L'auteur viendra présenter son livre aux *Mercredis de la NAR* le 14 octobre.

Jajamiko

Un nomade initié

Un classique ne s'use pas à la lecture. Bienheureuse surprise de découvrir dans un livre contemporain ce luxe d'être indéfiniment dégustable.

Le livre auquel je pense est là, petit volume, orné du filet rouge et noir sur cartonnette rose de la NRF, qui entoure d'un cachet distingué et énigmatique son titre de fait divers : *Assassinat d'un garde*. La piste policière invite à suivre cette littérature dont la trace, aussitôt brouillée, persiste en profondeur, gravée on ne sait où, en filigrane infalsifiable.

La trace, le sillage est, de fait, ce qu'il y a de plus stable dans ces quatorze nouvelles - entre le journal de bord d'un cargo qui file des Açores aux Caraïbes et l'esquisse plus brève encore qui conclut. De l'une à l'autre, douze perceptions du temps intime volées à la dérive, avant que le navire écriture, prosaïquement bananier, ne reprenne son cap, dispersant ses mirages à la crête des eaux.

Est-ce pour combattre le « rétrécissement du monde » que Marcel Cohen écrit ? En tout cas pas pour récuser le concret, car je ne sache rien de plus précis que l'observation des choses qu'il retrace - de cette précision qui prélude aux extases fantastiques, comme, par instants, dans les *Fragments d'un paradis* de Giono... Marine, cristallographique, exotique, paysanne, tauromachique ou badaude au fil des rues et des quais de la ville, la gourmandise des mots dresse ses tables poétiques.

Le repas évoque celui des nomades toujours prêts à lever le camp, ou bien la Pâque des Hébreux prise debout, le bâton en main à l'orée du désert. Repas d'ascèse qui se compose à contre-goût et s'assaisonne des herbes amères de nos hantises : violences sourdes, souvenirs obsédants, banalités sournoises ou irruptions phénoménales qui brisent le vernis du réel et en révèlent un autre, lui-même craquelé, fragile « comme du verre ».

Ainsi des météores plusieurs fois évoqués - celui qui s'écrase à côté d'une ménagère américaine, ou ceux que vont chasser au désert les Sahariens. Ils sont, à la clef, la figure de l'attente quotidienne quand elle explose, parce qu'un autre espace, un autre temps - céleste, à des millions d'années-lumière galactiques, ou au XVII[e] siècle par le procès-verbal de la mort du garde - fait irruption. Nous vivons, paraît-il nous dire, sur tant de courbes du devenir universel que rien ne nous est étranger, sinon la condition ordinaire qui nous est faite de vivre, en presque tout, étrangers à nous-mêmes. Et les nomades, oui, sont initiés à ce mystère.

Aussi bien l'écrivain ne sait-il pas vraiment d'où il parle. Son voisin lui est une énigme acoustique jusqu'à ce qu'il déchiffre sa partition comme humaine, l'intervalle de temps entre deux actes programmés s'emplit d'une musique dont il est le virtuose rêvé, les mots « innocents » dont il use, s'usent au point de provoquer en lui un retrait, la retraite. Celui qui connaît la vie ressemble au torero vieillissant qui fuit les arènes et tremble de conseiller ses jeunes confrères, sachant par quel miracle inconcevable il en a réchappé.

La mort serait donc un gouffre au cours des choses, comme sur l'île de Sainte-Lucie, le cratère de la Soufrière sur lequel les touristes se penchent inconscients. Pourtant, cette impitoyable entropie du langage peut être vaincue, l'usure rachetée : tout au bord de l'abîme en feu, une sensitive déploie ses feuilles vers le soleil et par ce signe, écrit Marcel Cohen, « redonne un peu d'acuité à la parole ».

Tout n'est donc pas « illusion d'optique », « défaut sur la vitre », ricanement divin au cours du créé, parce que renaît sans cesse la puissance du Verbe. Mais il faut beaucoup de candeur, de pudeur, et de précision quand on marche au bord du précipice. Il me semble que ce sont là les qualités profondes de cette parabole littéraire qui en déchiffre l'expérience et la transmet.

Le même écrivain, dans une *Lettre à Antonio Saura,* nous livre l'arrière-plan de son héritage affectif et culturel. Sa famille vivait en Turquie jusqu'à l'avant-guerre, parmi les communautés juives qui conservaient intact, depuis leur bannissement d'Espagne au XV[e] siècle, leur culture et leur langue judéo-espagnole. Marcel Cohen, par cette *Lettre* en *djudyo* et français lancée à la mer, illumine d'un feu vespéral l'île linguistique qu'il est l'un des derniers à connaître et que l'oubli aura bientôt submergée. Mais les personnages qu'il ressuscite, leurs dictons et leurs chants, leurs sourires et leurs peines, ne périront pas. Ces Juifs séfarades qui sillonnèrent le monde et dont les chants berçaient encore l'extrême horreur de leur persécution moderne, sont la mémoire de la grandiose synthèse méditerranéenne du XII[e] siècle dont nous vivons. C'est la magie du creuset littéraire que de recueillir aussi cette sève. Un vieux tailleur salonicien qui se prétendait « fils du roi David et descendant d'Espagne » appelait « avec un peu d'ironie » Marcel Cohen « *jajamiko* » parce qu'il aimait les livres. C'est un titre que nous aimerions bien mériter.

Luc de GOUSTINE

Marcel Cohen - « **Assassinat d'un garde** », Éd. Gallimard, 1997, 123 p., prix franco : 83 F.

« **Lettre à Antonio Saura** », L'Échoppe, prix franco : 80 F.

Service librairie

Le service librairie vous propose une sélection de nouveautés :

♦ Bernard Thomas - **Les vies d'Alexandre Jacob** (1879-1954) - prix franco 129 F.

♦ Stéphane Bern - **God save the Queen,** cinquante ans de tempêtes chez les Windsor - prix franco 129 F.

♦ Daniel Halévy - **L'Europe brisée,** journal de guerre (1914-1918) - prix franco 156 F.

♦ Michel Bugnon-Mordant - **L'Amérique totalitaire** - prix franco 147 F.

Formation

Une session d'actualité !

A Angers les 10 et 11 octobre se tiendra la première session du cycle de politique appliquée pour 98/99. Son thème : « Pour une politique nationale, comprendre et hiérarchiser les espaces géopolitiques ».

Depuis plusieurs décennies la décentralisation, la construction de l'Europe, la mondialisation, comme phénomène, ambition ou projet, affectent la vie (et les moeurs) politique, modifient en profondeur nos économies, bouleversent nos modes de vies, transforment notre conception du droit et remettent en cause notre culture.

En toute logique, ces évolutions alimentent nos débats. S'ils suscitent tant de passion c'est que notre perception et notre rapport au local, au national, au continental et au mondial sont en cause et avec eux nos repères, nos habitudes comme nos intérêts, nos croyances comme nos valeurs.

Plutôt que d'entrer directement dans les querelles engendrées par la mondialisation, la construction européenne ou la décentralisation, il semble opportun - à un moment donné ou tout semble échapper à la raison comme à ceux qui sont censés en mettre un peu - de nous interroger sur la réalité de ces espaces géopolitiques en convoquant la géographie, l'histoire et la diplomatie.

Que savons-nous réellement de ces ensembles ? Qu'est-ce que le local ? Le national ? Le continental (l'Europe)? Le mondial ? Comment passe-t-on de l'un à l'autre ? Dans quelle relation d'indépendance ou de dépendance sont-ils entre eux ? Selon quel mode se résout les différents, s'organise les coopérations ? Comment s'administrent-ils ?

La crise mondiale qui se développe donne à cette session une actualité toute particulière. Comprendre et hiérarchiser les espaces géopolitiques est une urgence qui nous permettra d'affronter la tempête et de tenir plus facilement le cap.

Axel TISSERAND

☞ Prix de la session : 350 F (150 F pour lycéens, étudiants ou chômeurs). Renseignements complémentaires et inscriptions auprès d'Axel Tisserand, 51, Grande Rue, 72200 La Flèche (tél. : 02.43.94.47.32).

SÉMINAIRE

Il y a un an, **Ran Halévi** entreprenait, dans le cadre du Centre de Recherches politiques Raymond Aron, une recherche sur « ***L'histoire politique de la royauté en France (XVII[e]-XVIII[e] siècles : le prince modéré*** » qui est pour nous d'un intérêt majeur.

Le séminaire reprend le vendredi 13 novembre. Comme précédemment, il aura lieu tous les vendredis, de 14 h. à 16 h. à l'École des Hautes Études en Sciences sociales, 105 boulevard Raspail, Paris 6[e], salle 11, 3[e] étage.

Nos lecteurs y sont aimablement conviés.

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1[er], 4[e] étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"*abonné des mercredis*" annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● **Mercredi 7 octobre** : Psychiatre spécialisé dans le monde du travail, **Christophe DEJOURS** a publié, l'hiver dernier, un ouvrage riche d'expérience, très neuf dans son mode de dénonciation des ravages de l'ultra-libéralisme - mais aussi fort dérangeant par la manière dont il décrit le processus de banalisation du mal dans les entreprises. « **Souffrance en France** » : tel est l'objet de la réflexion difficile et salutaire à laquelle notre invité nous convie.

● **Mercredi 14 octobre** : Nous avons souvent évoqué les idées et le rôle de l'Action française lors des réunions consacrées à l'histoire du royalisme, mais cela fait bien des années qu'un travail historique d'ensemble ne nous avait pas permis de faire le point sur ce courant. La présentation que fera **François HUGUENIN** de « **L'école d'Action française** » passionnera ceux qui n'ont jamais lu une ligne de Maurras comme les familiers de cette pensée - mais aussi tous ceux qui veulent mieux connaître l'histoire du siècle qui s'achève.

● **Mercredi 21 octobre** : Lorsque parut le petit essai qui les mettait en cause, les grandes figures du monde médiatique ont observé un silence qu'elles auraient voulu étouffant. Lorsqu'il s'avéra que l'auteur rencontrait un écho considérable dans l'opinion, certains journaux allumèrent de tardifs contre-feux. Nous avons demandé à **Serge HALIMI** de nous faire l'histoire de cette bataille « **Contre les nouveaux chiens de garde** » et de réfléchir avec nous sur les modes de production et de diffusion de l'idéologie dominante.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une "carte d'abonné" (50 F pour l'année)

ILE-DE-FRANCE

La prochaine réunion mensuelle de la Fédération Ile-de-France aura lieu le **samedi 3 octobre** de 16 h à 18 h dans les locaux du journal. Cette réunion est ouverte à tous ceux qui veulent aider à l'action de la NAR. Les sympathisants ou les nouveaux lecteurs sont tout spécialement invités à venir prendre contact avec nous à cette occasion.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part.**

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : ..... Profession : .....

Adresse : .....

.....

.....

désire recevoir, **sans engement de ma part,** une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Soyons résolument gaulliens !

Mieux vaut tard que jamais. Le Premier ministre a reconnu que le monde était touché par un véritable « séisme » (1), et indiqué clairement les facteurs qui l'ont déclenché et qui amplifient, jour après jour, la catastrophe dont la France et l'Europe sont menacées.

L'ultra-libéralisme : tel est bien l'ennemi qu'il nous faut affronter, dans ses conséquences pratiques et dans son idéologie. Contre la logique d'autodestruction que la pure concurrence et la spéculation financière portent en elles, Lionel Jospin a raison d'écrire qu'« *il n'y a pas d'économie saine sans État solide, sans norme de droit appliquée par tous, sans cohésion et sans protection sociales, sans respect des peuples et sans conscience de l'Histoire* ».

Telle est bien la conviction que nous avons exprimée, à d'innombrables reprises et en des termes identiques, dans les colonnes de *Royaliste*. Mais notre satisfaction n'est pas seulement intellectuelle. Peu suspects de complaisance pour Lionel Jospin, nous sommes heureux de constater que son analyse le porte à « *affirmer une politique nationale* » et à souligner « *l'importance du dialogue entre les nations* ». Voilà qui devrait nous délivrer de l'attitude résignée que le milieu dirigeant avait adoptée, au nom du **réalisme**, face à la mondialisation.

Il y a mieux encore : le Premier ministre appelle à une régulation de l'activité économique et financière globale, qui s'effectuerait par le biais du FMI et grâce à une reconstruction du système monétaire international. Ce sont là de grandes et justes ambitions, dont on peut discuter les modalités, mais qui méritent d'être pleinement soutenues. Et les propositions faites, qui se situent dans la tradition diplomatique française, ont d'autant plus de chances d'aboutir que les États-Unis sont affaiblis par les embarras de Bill Clinton et par la crise de la société américaine. Au lieu de compatir, sachons tirer parti des contradictions de l'adversaire, en les aggravant au besoin : tout ce qui mine l'hégémonie américaine est bon pour la France et pour les autres nations européennes. En d'autres termes, soyons résolument gaulliens !

Il faut cependant souligner que les projets français de régulation (en termes clairs de contrôle et de maîtrise) des mouvements monétaires et financiers se situent dans une perspective à moyen terme, alors que l'aggravation de la crise mondiale nous oblige à prendre des mesures d'urgence.

Lesquelles ? Lionel Jospin rappelle les principes (une politique nationale, concertée avec les autres États européens et avec les pays en voie de développement) mais sans dire ce qu'ils impliquent concrètement. Le Premier ministre a sans doute de bonnes raisons de ne pas dévoiler pour le moment ses intentions. Mais il n'est pas difficile de définir le programme de résistance et de renaissance, selon la tradition de la France, et les immédiates nécessités économiques et sociales :

Pas de politique économique cohérente sans une planification souple des choix, selon des procédures de concertation démocratique.

Pas de politique industrielle efficace sans la nationalisation des secteurs stratégiques (établissements de crédit, industries d'armement, transports aériens, télécommunications, distribution de l'eau...) et des groupes qui seront reconnus coupables de malversations financières et de corruption. Dans bien des cas, la nationalisation-sanction pourra donc être utilisée.

Pas de politique monétaire possible sans que soit mis un terme à l'autonomie de la Banque de France.

Pas de lutte contre la spéculation sans contrôle étatique des mouvements de capitaux et sans taxation rigoureuse des placements spéculatifs (2).

Ce programme d'urgence implique à l'évidence une redéfinition de d'ensemble de la construction européenne, qui devra commencer par un débat approfondi et loyal sur le traité d'Amsterdam, en préalable à l'indispensable consultation du peuple français par voie de référendum.

Que le chef de l'État et le Premier ministre passent aux actes. Ils seront soutenus avec enthousiasme par les gaullistes, les socialistes, les communistes - par la majorité du peuple français.

Bertrand RENOUVIN

(1) *Cf.* Lionel Jospin : « La crise mondiale et nous », *Le Nouvel Observateur*, 10-16 septembre 1998. Toutes les citations sont tirées de cet article.

(2) L'ensemble de nos propositions est exposé dans notre « Projet pour la France », supplément au n° 690 de *Royaliste* (envoi sur simple demande. Merci de joindre quelques timbres pour couvrir les frais).